

# UNION EUROPÉENNE

## DÉCLARATION ÉCRITE

### ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA BERD

Jordanie, 9 mai 2018

---

#### DÉCLARATION DE MME KERSTIN JORNA

##### **Gouverneure suppléante par intérim représentant l'Union européenne**

L'Union européenne est reconnaissante au Royaume de Jordanie qui accueille l'Assemblée annuelle de 2018 de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). L'UE a un profond respect pour la contribution de la Jordanie à la vie des populations en accueillant tant de réfugiés syriens, ainsi que pour son rôle modéré et stabilisateur dans la région.

La BERD a obtenu une fois encore d'excellents résultats en 2017, atteignant ses objectifs de transition tout en générant un volume d'investissement record, en restant rentable et en lançant de nouvelles activités au Liban et en Palestine<sup>1</sup>.

Pendant toute l'année 2017, l'engagement UE-BERD s'est à la fois étendu et approfondi. En 2017, l'UE a accordé un soutien de 313 millions d'euros aux activités de la BERD et a représenté 70 % des ressources sous forme de dons mobilisées par la Banque. Ce soutien a permis de générer des résultats dans des domaines prioritaires comme les énergies renouvelables, les services municipaux, ou encore les infrastructures environnementales et les petites entreprises – en plus de l'appui indispensable apporté aux communautés accueillant des réfugiés, en collaboration – entre autres – avec le Royaume de Jordanie.

L'UE travaille étroitement avec la BERD pour encourager la mobilisation de financements du secteur privé à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Dans l'UE, les activités de la BERD en matière de réformes des marchés financiers en collaboration avec le Service d'appui à la réforme structurelle de l'UE, et son intervention en Grèce, ont joué un rôle déterminant pour soutenir la restructuration économique et les activités du secteur privé. Dans ce contexte, l'UE est entièrement favorable à la demande formulée par la Grèce auprès la BERD de

---

<sup>1</sup> Territoires palestiniens occupés, Cisjordanie et bande de Gaza

prolonger les opérations sur place jusqu'en 2025. Si la BERD n'accède pas à cette demande, ce sera une occasion manquée de maximiser l'impact de sa présence dans le pays. À l'extérieur de l'UE, la collaboration avec la BERD s'est aussi développée au-delà des dons et des ressources techniques au profit de nouvelles opportunités d'instruments de mixage dans le cadre du Plan d'investissement extérieur de l'UE.

La BERD est dotée d'un modèle opérationnel unique qui prévoit d'instaurer des marchés durables en mobilisant les investissements du secteur privé et en associant des réformes des politiques au soutien par la Banque de projets axés sur une approche commerciale. Bien que le mandat de la BERD accorde la priorité à la transition, la logique qui préside à ses interventions est présente dans les Objectifs de développement durable. Cela fait de la BERD, forte de son expérience, un partenaire important pour nous aider à atteindre nos objectifs de politique commune.

La BERD a les capacités et le potentiel d'agir davantage à l'avenir. Institution fondée sur des principes, elle exerce ses activités en s'inspirant des six qualités qu'elle a définies pour une transition réussie, encourageant les économies efficaces à être compétitives, inclusives, bien gouvernées, respectueuses de l'environnement, résilientes et intégrées. Ses pays d'opérations ont encore une certaine marge d'appréciation concernant un certain nombre de ces qualités. Comme d'autres actionnaires, l'UE appelle par conséquent la BERD à entreprendre une étude stratégique pays par pays pour déterminer les autres mesures que peut prendre la Banque pour soutenir ses pays d'opérations existants. L'UE demande à la BERD d'intégrer les conclusions initiales de cette étude dans son plan d'activités pour 2019 et de présenter ses conclusions aux gouverneurs de la BERD à l'occasion de l'Assemblée annuelle de 2019.

Ce faisant, l'UE invite la BERD à saisir pleinement les nouvelles opportunités qu'offrira la proposition de budget de l'UE pour la période 2021-27 afin de promouvoir la stabilité, la sécurité et la croissance dans l'UE et dans son voisinage. Nous nous réjouissons par conséquent de l'engagement persistant de la BERD dans la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED) et sommes ouverts à l'étude d'un rôle renforcé de la BERD dans cette

région. Nous apprécions également le succès et les compétences de la BERD en matière de transition vers une économie verte et l'encourageons à développer ces activités.

Avant d'envisager une nouvelle expansion cependant, des clarifications sont nécessaires concernant deux éléments qui ne sont pas encore disponibles : 1) le potentiel de la BERD et l'augmentation souhaitable des volumes d'activités dans ses pays d'opérations ; 2) les complémentarités et les synergies des différentes institutions, en tenant compte des travaux en cours sur l'architecture financière européenne et mondiale, y compris les conclusions du Groupe de personnalités éminentes du G20.

Tandis que la BERD continue de mettre en œuvre son mandat en faveur de la transition, les normes opérationnelles les plus rigoureuses doivent être appliquées. Des recettes fiscales stables constituent la base sur laquelle peut s'appuyer un gouvernement afin de créer des conditions favorables et inclusives pour le développement et la croissance. L'UE apprécie par conséquent que la BERD actualise en ce moment sa Politique de domiciliation et espère que celle-ci tiendra compte des récentes évolutions dans ce domaine en Europe et ailleurs.

Nous sommes convaincus que le modèle opérationnel de la BERD continue d'occuper une place centrale lui offrant la possibilité de saisir les opportunités d'une coopération commune qui se présenteront durant les années à venir et sommes favorables à la participation active de la BERD à la réflexion et à la conception d'une architecture financière européenne et mondiale renforcée.